

LA SCIENCE EST-ELLE AU-DESSUS DE TOUT SOUPÇON ?

ENTREVUE
DIANE PARENT



Organismes génétiquement modifiés, clonage, xénotransplantation, transgénisme. Il y a quelques années, ces mots avaient bien peu de résonance pour le commun des mortels. Aujourd'hui, ces avancées scientifiques occupent l'espace médiatique et font la manchette.



Que penser de tous ces développements de la science ? Parle-t-on suffisamment des enjeux entourant les percées scientifiques ? Quelle place les chercheurs réservent-ils à l'éthique ?



Diane Parent, professeure-chercheuse au Département d'économie agroalimentaire et des sciences de la consommation de l'Université Laval, tente ici de répondre à ces questions.



Ses études doctorales en philosophie des sciences et en communication l'ont amenée à s'intéresser à l'éthique sociale et à la responsabilité des chercheurs dans leur pratique.

Le propos qu'elle livre ici lève le voile sur un domaine empreint de mystère. Il rappelle surtout que la science n'est pas au-dessus de tout soupçon.

RND Faut-il traiter toutes les avancées scientifiques sur un même pied ?

Toutes les avancées scientifiques n'ont pas la même portée. Il faut donc les traiter différemment selon leur objet de recherche. Par exemple, le clonage, la xénotransplantation (transfert de cellules, de tissus ou d'organes d'animaux chez des êtres humains) et dans une certaine mesure les organismes génétiquement modifiés (OGM) méritent un traitement particulier parce que ces recherches concernent un sujet humain et que les enjeux touchent la vie, la mort et la santé.

Et puis, quand l'humain se retrouve au cœur d'une recherche comme sujet ou comme objet d'expérimentation, la notion d'éthique apparaît systématiquement. Pourquoi ? Tout simplement parce qu'on touche à l'essence même de la vie.

La recherche sur le clonage, par exemple, influence directement la nature de l'humain. Elle pose des questions fondamentales sur les plans éthique et philosophique. C'est en effet la première fois qu'une technologie remet en cause le principe selon lequel tout individu est unique.

Le cas des OGM constitue un autre exemple d'avancée qui a des répercussions sur l'humain. Ici, on change les règles de la nature. On bricole avec le monde végétal. Comme le transgénisme qui consiste à modifier le patrimoine génétique des organismes du monde animal. Or, on sait très bien que la technologie liée au monde animal peut, tôt ou tard, être appliquée à l'humain. Pensons à l'insémination artificielle. Depuis longtemps déjà, on avait recours à ce procédé chez les animaux. Il en va de même du clonage. De la

brebis Dolly au clone humain, il n'y a qu'un pas à franchir.

La nature a ses propres mécanismes de régulation et de contrôle. Toucher aux principes qui régissent son fonctionnement peut avoir des effets pervers.

Dans le cas des OGM, par exemple, les enjeux financiers sont énormes. Personnellement, je m'inquiète du contrôle des patrimoines génétiques par quelques sociétés. Tout comme du fait qu'on a lancé prématurément des OGM dans la nature sans qu'on soit capable de mesurer toutes les répercussions négatives sur les autres espèces végétales ou animales et sur l'être humain.

Des chercheurs hollandais s'interrogent en effet sur un lien possible entre les OGM et la diminution de notre résistance aux antibiotiques. Dans l'Ouest canadien, des variétés d'OGM de canola ont poussé dans des prairies sans avoir été semés par les propriétaires. On soupçonne que ces semences ont été transportées par le fumier que les agriculteurs étendent dans les champs. Il y a donc ici une perte de contrôle sur les cultures qui m'apparaît assez troublante.

D'autre part, les aliments que nous consommons – que ce soit des tomates ou des céréales – subissent de plus en plus de modifications génétiques. Ces avancées, ces recherches et ces questionnements sont peu médiatisés, hélas ! Vu les enjeux économiques en cause, il devrait y avoir davantage de débats de société sur ces percées scientifiques et sur certaines pratiques qui paraissent douteuses.

Par ailleurs, on cite souvent les pays en voie de développement pour justifier certaines façons de faire. On prétend

que ces percées technologiques vont permettre de nourrir la planète. Je ne partage pas tout à fait cet avis, même s'il est vrai que des expériences liées aux OGM ont été positives dans certains pays.

En Éthiopie et au Kenya, par exemple, les OGM ont permis d'améliorer des variétés de patates sucrées affectées par une dégénérescence. Mais de là à prétendre que le recours à cette technologie va sauver le tiers-monde... ! Personnellement, je crois que les pays en voie de développement ont davantage besoin d'argent que de céréales.

Les pays en voie de développement ont davantage besoin d'argent que de céréales.

Ainsi, les avancées technologiques n'ont pas la même portée quand l'humain est mis en cause, quand il devient objet de recherche. On ébranle alors les colonnes du temple. Qu'il s'agisse des OGM ou du clonage, ce type de percée scientifique alerte l'opinion publique, donne lieu à des débats et à des controverses. Et c'est bien que l'on discute sur la place publique de toutes ces grandes questions liées à l'éthique et à la morale.

RND Quelle est votre position sur le débat entourant l'étiquetage des aliments ?

En tant que consommateurs et citoyens, nous devrions disposer de l'information sur la présence ou non d'OGM dans les produits. De cette façon, nous pour-

rions choisir de prendre ou non le risque d'en consommer. Comparons cela au *bungie*. Les gens sont conscients des risques liés à cette activité. Malgré ces risques, certains choisissent de vivre cette expérience.

De la même manière, si je sais qu'un produit contient des OGM, je peux décider de le consommer quand même, mais en toute connaissance de cause. D'ailleurs, la majorité des gens sont en faveur de l'étiquetage. N'est-ce pas un droit tout à fait légitime pour un consommateur de vouloir connaître la composition des aliments qu'il mange ? Les gens souhaitent être informés davantage sur cette percée scientifique. Ils ont des doutes. Pour l'heure, ils peuvent difficilement être pour ou contre les OGM. Trop de questions demeurent sans réponse.

Du côté politique, on sent par ailleurs une certaine réticence vis-à-vis de l'étiquetage. Précisons que les multinationales exercent des pressions sur les gouvernements. Non seulement elles jouent d'influence auprès des décideurs, mais elles financent aussi des recherches dans le secteur privé comme public.

À côté de cette puissance, le citoyen ou le producteur biologique ont bien peu de pouvoir. Prenons l'exemple de Monsanto, cette multinationale américaine surnommée la « Microsoft de l'alimentaire ». Monsanto est un méga-producteur de semences qui possède ses propres fermes expérimentales et qui détient une bonne part du marché. Constat inquiétant : cette firme monopolise le patrimoine génétique de certaines variétés de céréales.

Concrètement, cela signifie que Monsanto pourrait décider de ce qui

*On sait très bien
que les résultats
des recherches faites
sur les animaux
peuvent, tôt ou tard,
être appliqués
aux humains.*



doit pousser dans les différentes régions du monde. Privilégier, par exemple, telle ou telle variété de riz en Inde, en faire disparaître d'autres par pur intérêt économique. On est bien loin de la biodiversité ! C'est pourquoi se tiennent de nombreux débats, ces dernières années, à propos de la réglementation relative à la propriété des semences. Cette question est en effet d'intérêt public et l'État doit s'en mêler.

RND La recherche scientifique est-elle réglementée au Québec ?

Je dirais qu'elle l'est de plus en plus, mais cette réglementation ne constitue pas une finalité en soi. Prenons les organismes subventionnaires gouvernementaux qui obéissent à des codes assez précis en ce qui concerne la

recherche scientifique. Ces conseils qui accordent des subventions de recherche imposent des normes à respecter. Les universités ont aussi des codes de déontologie et d'intégrité en recherche et, dans la plupart des hôpitaux, on trouve un comité d'éthique.

Mais ces mesures sont-elles suffisantes ? Je ne crois pas. Le danger consiste à s'en remettre à la loi et aux codes de déontologie, comme si les chercheurs n'avaient plus de libre arbitre, comme s'ils étaient dénués de jugement. Au contraire, ceux-ci doivent s'interroger sur leurs propres valeurs, leur propre conduite. Cette interrogation doit se faire aussi au sein des groupes de recherche, mais en marge de la réglementation qui fait office de contrôle externe.

Par ailleurs, les codes de déontologie ne régissent pas tout. Ils ne traitent pas, par exemple, de la responsabilité sociale des chercheurs. Ils adoptent aussi souvent des mesures punitives : telle faute mérite telle sanction. Voilà une bien drôle de manière de considérer l'éthique !

Le philosophe allemand Hans Jonas associait plutôt l'éthique à la responsabilité prospective. Ce concept peut se traduire comme suit : les scientifiques sont-ils capables de prévoir l'impact de leur action sur les êtres humains ? Hans Jonas jugeait la responsabilité prospective comme un élément majeur de la pratique professionnelle des chercheurs. Je partage cet avis.

Il n'est pas toujours à propos d'associer science et progrès.

Prenons un exemple pour illustrer ce phénomène de responsabilité sociale. Aux États-Unis, un producteur laitier peut employer de la somatotropine, une hormone qui permet d'augmenter de 20% la production de lait d'une vache. Précisons que cette pratique est, pour l'instant, interdite au Canada. Sur le plan qualitatif, il n'y a rien à redire. Cette hormone est naturelle et n'influence d'aucune manière le goût ou l'apparence du lait. L'enjeu se situe plutôt sur le plan social.

En effet, si l'on permettait l'usage de cette hormone ici, certaines fermes seraient appelées à cesser leur production à cause des quotas. Augmenter de 20% la production des troupeaux dans un secteur d'activité déjà contingenté aurait assurément des conséquences sur

le nombre de producteurs à se partager la tarte de l'industrie laitière. Les chercheurs doivent donc prendre en compte l'impact social et culturel des gestes qu'ils font.

Malheureusement, certains dénie cette responsabilité. Ils s'appuient sur leur code de déontologie pour agir, mais ne tiennent pas compte de leur fonction d'acteur social et des répercussions de leurs découvertes sur la société. Je crois, au contraire, que la responsabilité sociale fait partie de l'étoffe du scientifique. Au-delà des normes et des codes, le domaine de la science gagnerait donc à se tourner vers une éthique de la responsabilité prospective.

RND Devrait-on ralentir les progrès de la science dans certains domaines ?

Disons d'abord qu'il n'est pas toujours à propos d'associer science avec progrès. C'est là un discours idéologique. L'avènement de la bombe atomique, par exemple, a mené à des effets pervers. Par ailleurs, il est vrai que certaines avancées mériteraient qu'on mette la pédale douce, le temps de tenir des débats de société.

Le gouvernement fédéral a déjà mis sur pied un forum de citoyens au sujet de la xénotransplantation. Quand les enjeux de certaines pratiques s'avèrent très élevés par rapport au sens même de la vie, je crois qu'on devrait s'arrêter et discuter des répercussions de ces avancées avec les scientifiques.

Le clonage chez les êtres humains, par exemple, est une question troublante. Cette percée est d'ailleurs à nos portes. D'ici cinq ans, à mon avis, on pourra reproduire un être humain. Du



*Les codes
de déontologie
ne règlent pas tout.
Les chercheurs
doivent s'interroger
sur leurs propres
valeurs, leur propre
conduite.*

coup, chaque personne pourra avoir son clone. Elle ne sera donc plus unique.

Dernièrement, des généticiens membres du mouvement raélien ont été entendus au Sénat américain sur cette question. Ces scientifiques connaissent les rouages du clonage humain et se disent en faveur d'une réincarnation d'eux-mêmes. Cette percée soulève des questions fondamentales. Que veut dire «être humain»? Que signifie «essence de l'être humain»? L'être humain est-il seulement un amas de chair que l'on peut reproduire?

Certains scientifiques ont pour visée l'immortalité. Mais qui sont-ils pour prendre ainsi position sur la vie? Quel intérêt a-t-on à vouloir prolonger l'existence de l'être humain jusqu'à perpé-

tuité? Est-ce que le fait de prolonger la vie au-delà de 100 ans rime systématiquement avec qualité de vie?

Voilà matière à réflexion pour les tenants de l'immortalité mais aussi pour toute la société en général. De fait, la population devrait pouvoir participer à cette profonde remise en question du sens de la vie, de la mort et de la reproduction. Ces débats devraient d'ailleurs impliquer autant les citoyens et les scientifiques que les gouvernements.

RND Quelles ont été les conséquences des scandales qui ont ébranlé le milieu scientifique au cours des dernières années?

Différents événements ont en effet bousculé le monde de la recherche

récemment. Soulignons notamment l'affaire Fabrikant. Convaincu que son directeur s'était approprié ses résultats de recherche et les avait publiés à sa place, Valery Fabrikant s'est présenté à son département de l'Université Concordia et a tué sur place trois ou quatre personnes. Parmi les victimes figurait le directeur en question. Au-delà du sensationnalisme qui a suivi cette tragédie, les conséquences d'un pareil événement sont autant négatives que positives pour le milieu scientifique.

Bien sûr, ce genre d'histoire jette un discrédit sur une certaine façon de faire la science. Le public découvre alors que tout ne tourne pas toujours rond dans les laboratoires et les centres de recherche. On note aussi une certaine perte de confiance en ces savants que l'on avait mis sur un piédestal. Cela m'apparaît sain à la limite, puisqu'on cesse alors de vénérer béatement ceux qui détiennent la connaissance. À mon avis, la science est faite de doutes et de questions, mais pas de certitudes.

Parmi les retombées positives des scandales liés au monde scientifique, soulignons aussi que les milieux de recherche en sont venus à une autorégulation de leurs pratiques. À l'Université Concordia, par exemple, à la suite de l'affaire Fabrikant, on a mené une enquête en profondeur sur les pratiques de propriété intellectuelle et de recherche. Dans d'autres milieux scientifiques, cette affaire a suscité une certaine vigilance et a stimulé l'autocritique.

Il faut dire que les scientifiques sont particulièrement concernés par le phénomène de la propriété intellectuelle, vu le nombre incroyable d'articles et d'ouvrages qu'ils doivent publier pour poursuivre leur carrière universitaire. Je

crois que si la science se nourrit de connaissance, les scientifiques survivent et avancent grâce à la reconnaissance.

La publication scientifique a atteint une telle importance que, sans elle, on peut dire adieu aux subventions, à la notoriété, etc. Les chiffres parlent d'eux-mêmes. En 1750, on dénombrait 10 revues scientifiques. En 1850, il y en avait 100. Quelque 100 ans plus tard, on en comptait 10 000 et on approcherait aujourd'hui les 100 000.

De plus, le nombre d'auteurs par article ne cesse de croître. Quand 223 auteurs signent un article dans le domaine de la physique, il y a lieu de s'interroger sur le degré de collaboration de chacun. On comprend aussi que pareille situation peut donner lieu à mille et un litiges liés à la propriété intellectuelle.

Aussi, il est sain de pouvoir parler publiquement de ces questions pour éviter des drames mais aussi pour replacer le rôle des scientifiques dans une juste perspective. Il faut aussi que les chercheurs disposent de la liberté de parole si nécessaire. Ils sont trop nombreux à être muselés à cause des liens tissés avec les entreprises qui financent leurs recherches.

Rappelons-nous seulement cette fameuse controverse à l'Université de Toronto. L'établissement avait fait un pont d'or pour accueillir l'un des plus grands psychiatres anglais et, une semaine plus tard, l'éminent spécialiste était renvoyé. Pourquoi? Parce que ce dernier s'intéressait aux effets pervers des antidépresseurs. Certaines personnes qui avaient consommé ces produits étaient devenues si agressives qu'elles avaient commis des meurtres.

Or, un autre professeur de l'Université de Toronto entretenait des liens



Pour de nombreux scientifiques, l'éthique et la morale, c'est le loup dans la bergerie.

étroits avec des compagnies pharmaceutiques, notamment avec celle qui détient le brevet du fameux Prozac. Ces entreprises privées finançaient d'ailleurs ses projets de recherche. Ce seul pouvoir suffisait pour indiquer la sortie au psychiatre anglais. Le fait que ce type d'histoire soit publicisé m'apparaît sain, parce que cela favorise la transparence de la science.

RND **Croyez-vous que l'État devrait assumer le financement de la recherche ?**

Je crois que les chercheurs devraient en effet bénéficier d'un financement dé-

sintéressé. L'État contribue déjà à l'avancement de la recherche, mais c'est trop peu encore. Par ailleurs, nous sommes de plus en plus nombreux à faire de la recherche et les budgets que nous devons nous partager sont limités. Résultat : c'est la course perpétuelle aux subventions.

Je dirais qu'un chercheur consacre le tiers de son emploi du temps à demander de l'argent ou à tenter d'obtenir des contrats de recherche. Certains chercheurs ont même leur propre entreprise. À mon avis, il est sain que l'industrie privée finance la recherche, mais l'État doit à tout prix en demeurer

le chien de garde. L'intérêt du public est en jeu.

Dans un contexte de concurrence, par exemple, l'industrie qui finance le développement technologique et scientifique détient des brevets pour protéger ses découvertes. L'État n'a alors aucun droit de regard sur ces recherches. Il ne peut donc garantir que le type de pratique en question protège l'intérêt public.

La science est faite de doutes, de questions, et non pas de certitudes.

De plus, l'avancement dans certains domaines n'intéresse pas du tout le secteur privé. Quelle entreprise pourrait notamment avoir intérêt à financer des recherches critiques en sciences sociales ? L'État, lui, peut y trouver son compte. Par ailleurs, de grands enjeux économiques planent au-dessus de certaines avancées. Les chercheurs concernés ont parfois des partis pris pour les entreprises privées qui les mandatent. Ils perdent alors la distance critique nécessaire à leur fonction et, du coup, un peu de leur crédibilité.

L'avancée scientifique et technique devrait donc dépendre principalement du financement étatique. Malheureusement, ce dernier a diminué comme peau de chagrin avec les années. Aujourd'hui, tous secteurs confondus, l'État finance environ 40 % de la recherche universitaire. Il y a une trentaine d'années, le financement public pouvait atteindre 60 %. Si l'on se fie au dernier budget du gouvernement fédéral, on

note une certaine volonté de regagner du terrain. Souhaitons que cette tendance se maintienne.

RND Les rapports entre la science, l'éthique et la morale sont-ils vraiment conflictuels ?

Pour de nombreux scientifiques, en effet, l'éthique et la morale correspondent au loup dans la bergerie. Personnellement, je crois que la formation à la philosophie des sciences, à une certaine culture liée aux différents champs de connaissance permet non seulement de comprendre pourquoi est apparu tel courant de pensée, mais assure une certaine intégrité à la pratique scientifique.

Le conflit qui oppose science, éthique et morale, particulièrement en sciences naturelles et en génie, s'explique notamment par un courant de pensée dominant qu'on appelle le « positivisme ». En gros, les chercheurs qui adhèrent à cette pensée prônent l'objectivité de la connaissance scientifique. Ils se préoccupent des faits, de ce qui est mesurable. Ils ont des prétentions d'universalité de la connaissance.

Or, ce puissant outil rhétorique qu'est la philosophie positiviste disqualifie les autres types de connaissance. Les valeurs qui relèvent de l'éthique et de la morale sont, par exemple, exclues de ce raisonnement.

À mon avis, il s'agit là d'une perception erronée. Quand on parle de valeurs, on fait allusion aux normes de conduite, aux attitudes, aux questionnements liés à nos motivations, à nos façons de faire. N'est-ce pas là un aspect important du rôle du scientifique ? Je connais des professeurs-chercheurs positivistes qui, dans le cadre de leurs

activités, préconisent pourtant certaines valeurs comme l'ouverture à la discussion et l'honnêteté intellectuelle.

Personnellement, je n'adhère pas au positivisme. Précisons que mes études en sciences humaines et sociales au doctorat m'ont ouverte à d'autres types de connaissance. J'ai notamment découvert que le savoir scientifique avait un fondement philosophique. Quand je suis revenue à la Faculté de l'agriculture, je me suis promis d'intégrer ces notions à mon enseignement.

Pour moi, la science s'avère une activité humaine et sociale qui exerce un pouvoir en tant que corps de connaissance. Sans dénier le caractère profondément crédible du savoir scientifique, je perçois celui-ci comme un savoir parmi d'autres. Qu'on le veuille ou non, des valeurs sous-tendent la production de connaissances scientifiques.

En ce sens, la science se construit aussi dans les rapports sociaux, dans les laboratoires, dans les relations de pouvoir entre différentes chapelles. Nier l'importance des valeurs dans la pratique des chercheurs tient ainsi d'une vision selon laquelle on ne peut remettre en question l'objectivité de la science. Nul doute que cette vision contribue au maintien de rapports conflictuels avec l'éthique et la morale.

RND Quelle place donne-t-on à l'éthique dans la formation des futurs chercheurs ?

Les notions liées à l'éthique ne sont pas légion dans les facultés scientifiques. À mon avis, c'est une grave lacune. Souvent, les considérations externes font que la production de la science est soumise à des délais, des procédures administratives de plus en plus lourdes.

En sciences pures et appliquées, par exemple, on ne prend pas assez le temps de s'interroger sur la place de la philosophie et de l'éthique dans les programmes de formation des étudiants. Il faudrait non seulement que ces aspects fassent l'objet de cours, mais que les laboratoires de recherche organisent des séminaires sur ces questions à l'intérieur de leurs activités courantes.

Dans les faits, la communauté scientifique n'est pas décrochée de la société à laquelle elle appartient. Je dirais même qu'elle en est l'effet miroir. Quand la société québécoise partageait un certain nombre de valeurs, on ne parlait pas d'autorégulation des pratiques et d'éthique dans le milieu scientifique. Tout le monde travaillait à la sueur de son front et faisait attention à son prochain. Ces valeurs se reflétaient d'ailleurs autant sur le plan personnel que professionnel.

La société a beaucoup changé au cours des dernières décennies. Aujourd'hui, des valeurs de toutes sortes s'entrechoquent. On assiste à des conflits d'idées. Et cette réalité influence les pratiques professionnelles. Aussi faut-il maintenant s'entendre sur des normes et sur des manières de faire, notamment dans le domaine scientifique. Voilà pourquoi il devient si important de parler d'éthique.

Malheureusement, pour l'heure, on accorde une bien petite place à ce savoir dans la formation des futurs chercheurs. On s'attend à ce que ces derniers acquièrent cette connaissance par la pratique.

Curieusement, on croit qu'à côtoyer un chercheur plus expérimenté, les étudiants feront l'acquisition de dispositions

intellectuelles à la recherche. Le questionnement critique des jeunes chercheurs doit être favorisé. Connaître les fondements de nos connaissances, la façon dont ce savoir s'est construit, les controverses qui ont marqué l'avancée de la science m'apparaît essentiel dans la formation des chercheurs.

Il est aussi intéressant de prendre connaissance des différents types d'éthique, des diverses voies théoriques. Mis à part l'éthique de la responsabilité de Hans Jonas dont je parlais plus tôt, il y a aussi l'éthique utilitariste. Selon cette conception, on peut, par exemple, faire une expérimentation sur un petit nombre de personnes, si les résultats peuvent améliorer la qualité de vie d'un plus grand nombre.

Dans les années 50, le célèbre docteur Ewen Cameron de l'Université McGill adhérerait à ce type d'éthique. Il s'est servi de patients atteints de maladie mentale, les a maintenus dans un état de dormance en recourant à divers procédés, médicaments et drogues – lobotomie, chocs électriques, LSD – pour en mesurer les effets.

Les résultats de ses recherches ont contribué à sa renommée. Mais aujourd'hui, les valeurs découlant de cette pratique seraient sans doute remises en question. Des connaissances sur l'éthique permettent donc aux scientifiques de s'interroger sur le type de pratique qu'ils entendent privilégier.

Par ailleurs, les chercheurs ne sont pas là pour découvrir la vérité. Leur attitude se rapproche davantage de la remise en question continue. La culture scientifique correspond d'ailleurs à la culture du doute. Voilà ce que révèle la philosophie des sciences. En somme, la formation des chercheurs en cette

matière demeure à construire. Je crois que les institutions universitaires ont en effet beaucoup de travail à faire au regard de l'enseignement de l'éthique.

RND Le public est-il bien informé sur les avancées scientifiques ?

Pour la plupart des gens, la science demeure un mystère. Précisons que le développement scientifique reste quelque chose de complexe. Même entre collègues, on a peine à suivre l'évolution de certaines recherches.

Par ailleurs, les chercheurs devraient se préoccuper davantage de l'éducation à la science lorsqu'ils s'adressent au public. Il faudrait qu'ils se soucient non seulement de vulgariser leur savoir, mais aussi de présenter justement la science comme la culture du doute.

Les médias ont aussi un rôle à jouer dans la manière de livrer l'information aux gens. Ils devraient comprendre que découverte ne rime pas nécessairement avec finalité. Un chercheur ne peut pas toujours fournir une réponse rapide et tranchée. Il demeure plutôt dans une certaine ambivalence.

Je pense à un collègue qui travaille sur les OGM et qui est souvent sollicité par les médias. Quand on l'invite à une table ronde, on lui demande de se prononcer pour ou contre les transformations génétiques. Prendre position serait tout à fait contraire à l'attitude du scientifique qui cherche, remet en question, émet des hypothèses, doute.

De plus, la science est souvent traitée médiatiquement, comme une nouvelle : tel chercheur vient de faire telle découverte. On annonce une conférence de presse sur fond de révolution potentielle dans le domaine médical,



La communauté scientifique n'est pas décrochée de la société à laquelle elle appartient. Je dirais même qu'elle en est le miroir.

par exemple. La science n'a pourtant rien d'un *scoop*.

À mon avis, on a beaucoup trop tendance à miser sur le sensationnalisme. Combien de fois avons-nous entendu dire qu'on venait de trouver un médicament miracle pour les sidéens ? Tous les cinq ans, on ressort la nouvelle. Au lieu de rechercher ces manchettes-chocs, les médias devraient insister davantage sur les enjeux et sur les valeurs qui sous-tendent certaines recherches. Là est le véritable intérêt pour le public.

Ainsi, les chercheurs comme les journalistes jouent un rôle de premier plan dans la diffusion de l'information scientifique. Cahiers spéciaux dans les quotidiens, collaborations avec les écoles primaires et secondaires et expositions sont autant de moyens de rendre ce savoir plus accessible.

Bien sûr, la science va demeurer complexe. Depuis 50 ans, la multiplication des champs scientifiques est phénoménale. Mais il faut continuer d'informer le grand public de tous les

enjeux qui le concernent et de toutes les avancées susceptibles de l'intéresser.

RND Le public possède-t-il la formation et l'information nécessaires pour juger des enjeux de la recherche scientifique ?

Même s'ils n'ont pas de diplôme dans un domaine scientifique, les gens ne sont pas dénués de jugement. Ils s'informent plus, remettent en question certaines pratiques.

Prenons le cas des OGM ou des produits biologiques. Le public s'intéresse davantage aujourd'hui à ces sujets. Cette attitude de questionnement était beaucoup moins répandue il y a 10 ans. À mon avis, la science n'a pas à demeurer en vase clos. C'est très sain que l'on tienne des débats impliquant l'État, les entreprises privées, les chercheurs, les médias et le public.

Les gens doivent comprendre qu'ils ne sont pas seulement des consommateurs, mais aussi des citoyens. Des citoyens qui ont le droit de savoir ce qui se passe dans le milieu de la recherche et qui ont leur mot à dire en ce qui a trait aux enjeux des avancées scientifiques. À cet égard, la tenue de forums de citoyens ne peut qu'aider à démythifier le domaine et à permettre de véritables échanges sur la portée de certaines recherches.

RND Quelle est la place laissée aux citoyens dans les débats entourant la science ?

Je crois qu'on leur accorde un espace encore trop restreint. Cependant, on se rend compte que, plus les problèmes concernent l'être humain, plus les citoyens se sentent interpellés et souhaitent participer aux débats. On assiste au même phénomène dans le domaine de

la santé. Quand les choses ne tournent pas rond, on en parle.

Ainsi, quand il est question de vie, de ce qui pourrait avoir des répercussions sur les générations futures, plus de voix se font entendre. C'est ce qui a donné lieu au forum de citoyens sur la xénotransplantation. Pour ma part, j'espère que l'on tiendra d'autres débats et d'autres manifestations sociales sur le clonage, par exemple, et sur diverses recherches de pointe qui sont d'intérêt public.

**Pour la plupart
des gens,
la science
est entourée
de mystère.**

En agronomie, notamment, des débats ont lieu sur la production porcine en milieu rural et sur l'environnement. Les projets d'agrandissement de porcherie suscitent toujours beaucoup de controverse. Dans certaines régions, on permet aux parties de s'exprimer, puis on réussit à s'entendre sur la façon d'occuper le territoire, de développer l'agriculture. Les organisations de producteurs, les élus et les citoyens intéressés participent à ces débats. Ces initiatives locales sont louables.

Il faudrait d'ailleurs encourager les autorités municipales et provinciales à assumer un leadership en cette matière. N'est-ce pas un peu pour cette raison que ces personnes ont été élues ? Enfin, la population en général gagne à participer aux débats entourant les percées scientifiques. Non seulement elle veille ainsi à ses intérêts, mais elle se familiarise avec ce domaine empreint de mystère qu'est celui de la science. ■